

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Perigny, le 17/02/2025

ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Perigny

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PICOTY ATLANTIQUE SERVICES

Champ
RD
17600 Corme-Royal

de

Devant
117

Références : 0003100216/2025/77
Code AIOT : 0003100216

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/01/2025 dans l'établissement PICOTY ATLANTIQUE SERVICES implanté Champ de Devant RD 117 17600 Corme-Royal. L'inspection a été annoncée le 09/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PICOTY ATLANTIQUE SERVICES
- Champ de Devant RD 117 17600 Corme-Royal
- Code AIOT : 0003100216
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

L'installation est une station de stockage et de distribution de carburants. Elle a fait l'objet de récépissés de déclaration du 8 juin 2011 pour la rubrique 1434 et du 23 février 2016 pour la rubrique 4734. Elle fonctionne sous le régime de la déclaration contrôlée.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9	Sans objet
2	Contrôle périodique	Code de l'environnement du 29/11/2018, article R.512-55, R512-57 et R512-59	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations présentes sur le site sont conformes aux rubriques déclarées. Suite à la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection l'ensemble des documents de justification de débits et de quantités présentes sur le site ainsi que les derniers rapports de contrôle et de visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, installations classées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Selon la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, l'installation est classée :</p> <p>1434-1b : Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C, fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435).</p> <p>1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant :</p> <p>b) Supérieur ou égal à 5 m³/h, mais inférieur à 100 m³/h : 98 m³/h (DC)</p> <p>4734-1c : Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de</p>

danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant :

1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés :

c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total : **303,3 tonnes (DC)**

1435 : Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant :

2. Supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m³ : **497 m³ (NC)**

Constats :

La rubrique 1434-1b a fait l'objet d'une déclaration initiale du 8 juin 2011 (régime DC)

La rubrique 4734-1c a fait l'objet du bénéfice des droits acquis par déclaration du 23 février 2016 (régime DC)

La rubrique 1435 a fait l'objet d'une déclaration de cessation d'activité du 27 novembre 2023.

L'inspection demande à l'exploitant de lui fournir les fiches techniques mentionnant les débits de distribution des 3 points de chargement de carburant.

L'inspection demande également à l'exploitant de lui fournir les justificatifs des quantités relatives aux rubriques 4734 (en fournissant les relevés journaliers des 3 derniers mois) et 1435 (volume annuel de carburant distribué depuis 2022).

L'exploitant indique à l'inspection qu'il n'est pas en mesure de présenter ces éléments pendant la visite mais les transmettra à l'inspection dans les meilleurs délais.

Suite à la visite, l'exploitant transmet à l'inspection par courriel du 10/02/2025 l'ensemble des documents demandés. A la lecture des différents documents, l'inspection constate le respect des seuils pour chacune des rubriques concernées par l'installation.

L'exploitant présente également un projet d'évolution des activités avec notamment :

- l'extension des bureaux et locaux sociaux (extension des bureaux vers le côté nord-ouest, d'une dimension de 13 m x 7 m, soit 91 m² supplémentaires). Cette extension entraîne également un léger retrait de la clôture actuelle,
- la construction d'un bâtiment de stockage de produits divers (d'une dimension de 41,50 m x 15,90 m, soit une surface nouvelle de 659,85 m²). Les produits stockés seront les suivants : Granulés

de bois, Bûches de bois, AdBlue, Lubrifiants, Huiles alimentaires usagées. Ce bâtiment sera équipé de panneaux photovoltaïques en toiture,

- l'implantation de 2 cuves aériennes d'une capacité unitaire de 120 m3, soit 240 m3, dédiées au stockage d'huiles noires usagées et d'eaux hydrocarburées. Chaque cuve sera compartimentée en 2 stockages de 60 m3.

- l'ajustement de l'emprise cadastrale de l'installation suite à une erreur d'implantation d'un bâtiment d'une entreprise voisine (alignement de l'emprise cadastrale avec ce bâtiment, dans l'angle sud-est).

Compte tenu de la nature de nouvelles activités, l'établissement serait soumis à autorisation et entrerait dans le champ de la directive européenne dite IED. L'exploitant indique que le dépôt de dossier d'autorisation d'exploiter sera réalisé très prochainement. Au regard des premiers éléments présentés, l'attention de l'exploitant a notamment été attirée sur la nécessité de fournir un rapport de base complet.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/11/2018, article R.512-55, R512-57 et R512-59

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle périodique

Prescription contrôlée :

R512-55 :

Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à l'obligation de contrôle périodique prévu à l'article L. 512-11 sont fixées à l'annexe de l'article R. 511-9.

R512-57 :

I. - La périodicité du contrôle est de cinq ans maximum. Toutefois, cette périodicité est portée à dix ans maximum pour les installations dont le système de " management environnemental " a été certifié conforme à la norme internationale ISO 14001 par un organisme de certification accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi par la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation " ou " EA "). [...]

R.512-59 :

L'organisme de contrôle périodique remet son rapport de visite à l'exploitant de l'installation classée en un exemplaire, le cas échéant par voie électronique, dans un délai de soixante jours après la visite. Le rapport comporte la totalité des résultats du contrôle et précise les points de non-conformité et de non-conformité majeure telle que définie à l'article R. 512-58. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe son format et la nature des autres

<p>informations qu'il contient.</p> <p>L'exploitant tient les deux derniers rapports à la disposition de l'inspection des installations classées dont il relève en application de l'article R. 514-1.</p> <p>L'organisme de contrôle périodique conserve, pour chaque installation contrôlée, les résultats de ses deux dernières visites.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique à l'inspection que le bureau d'études ICC réalise les contrôles périodiques.</p> <p>Le dernier contrôle date du 3 mars 2022.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre le dernier rapport de visite périodique ainsi que le rapport de levée des non-conformités le cas échéant.</p> <p><i>Suite à la visite, l'exploitant transmet à l'inspection par courriel du 10/02/2025 l'ensemble des documents demandés. A la lecture des différents documents, l'inspection constate les levées des non-conformités majeures relevées dans les rapports de contrôle périodique.</i></p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>D'une façon générale, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de deux appareils d'incendie (bouches ou poteaux d'incendie) d'un diamètre nominal DN 100 situés à moins de 100 mètres de la station-service (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins de secours). <p>Ces appareils sont alimentés par un réseau public ou privé qui est en mesure de fournir un débit minimum de 60 mètres cubes par heure pendant au moins deux heures ;</p> <p>la pression dynamique minimale des appareils d'incendie est de 1 bar sans dépasser 8 bars ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un système d'alarme incendie (ou tout moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours dans le cas des installations sans surveillance) ; - sur chaque îlot de distribution, d'un système manuel commandant en cas d'incident une alarme optique ou sonore ; - d'un dispositif permettant de rappeler à tout instant aux tiers les consignes de sécurité et les conduites à tenir en cas de danger ou d'incident, au besoin par

l'intermédiaire d'un ou de plusieurs hauts-parleurs ;

- pour chaque îlot de distribution, d'un extincteur homologué 233 B. Pour l'aviation, l'extincteur est conforme aux dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1980 susvisé ;

- pour l'aire de distribution des stations-service et à proximité des bouches d'emplissage de réservoirs des stations délivrant des liquides inflammables, d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, des moyens nécessaires à sa mise en œuvre ; la réserve de produit absorbant est protégée par couvercle ou par tout dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries ;

- pour chaque local technique, d'un extincteur homologué 233 B ;

- pour le stockage des marchandises et le sous-sol, d'un extincteur homologué 21 A-144 B 1 ou un extincteur homologué 21 A-233 B et C ; -

- pour le tableau électrique, d'un extincteur à gaz carbonique (2 kilogrammes) ;

- sur l'installation, d'au moins une couverture spéciale anti-feu.

A l'exception des stations-service en plein air, l'installation est dotée :

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;

- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local.

Les dispositifs cités ci-dessus sont en nombre suffisant et correctement répartis et, dans tous les cas, les agents d'extinction sont compatibles avec les carburants éthanolés.

Pour les installations de distribution, les moyens de lutte contre l'incendie prescrits dans les paragraphes précédents pourront être remplacés par des dispositifs automatiques d'extinction présentant une efficacité au moins équivalente.

Ce type de dispositifs est obligatoire pour les installations fonctionnant en libre-service sans surveillance et pour les installations implantées sous immeuble habité ou occupé par des tiers. Cette disposition est obligatoire à compter du 30 juin 2010 pour les installations existantes. Une commande de mise en œuvre manuelle d'accès facile double le dispositif de déclenchement automatique de défense fixe contre l'incendie. Cette commande est installée en dehors de l'aire de distribution en un endroit accessible au préposé éventuel à l'exploitation ainsi qu'à tout autre personne.

Conformément aux référentiels en vigueur et au moins une fois par an, tous les dispositifs sont entretenus par un technicien compétent et leur bon fonctionnement vérifié. Les rapports d'entretien et de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.

L'installation permet l'évacuation rapide des véhicules en cas d'incendie.

Constats :

Deux poteaux incendie sont disponibles à proximité de l'installation, dont un à moins de 100 m.

L'inspection constate la présence d'un bouton d'arrêt d'urgence sur la plateforme de distribution de carburant. L'activation du bouton poussoir envoie un SMS au responsable de site, permettant une levée de doute avant appel éventuel des secours.

Sur chaque îlot de distribution se trouve un boîtier activant une alarme sonore.

Les consignes de sécurité et la conduite à tenir en cas de danger ou d'incident sont affichées et un bouton d'appel des bureaux est également à la disposition des usagers.

L'inspection constate la présence d'une réserve de produits absorbants à proximité des bouches d'emplissage de réservoirs des stations.

Les extincteurs réglementaires sont présents au niveau des zones concernées.

Des couvertures anti-feu sont également présentes dans des boîtiers au niveau du poste de chargement.

L'exploitant indique que l'entreprise DESAUTEL réalise la maintenance des extincteurs.

Suite à la visite, l'exploitant transmet à l'inspection par courriel du 13/02/2025 le dernier rapport de vérification des extincteurs du 17/01/2025. A la lecture du document, l'inspection constate qu'il n'y a aucune non-conformité.

Type de suites proposées : Sans suite